

Etat-civil

Nom: Juge Anthony Thomas Aquinas Carmona, S.C.

Date de naissance: 7 mars 1953

Situation matrimoniale: Marié

Nationalité: Citoyen de Trinité-et-Tobago

Education

1973-1977 Baccaauréat ès lettres (Avec mention)
Langue anglaise et Science politique, University of West Indies, Mona, Jamaïque.

1978-1981 Licence en droit (Avec mention)
University of West Indies, Cave Hill, Barbade.

1981-1983 Certificat d'Education juridique
Sir Hugh Wooding Law School, St. Augustine, Trinité-et-Tobago.

1986 Certificat d'inscription au barreau (suite à la fusion de la profession d'avocat).

28 novembre-
9 décembre 1988 Certificat d'instruction sur l'Aperçu des Techniques d'enquête, le programme d'aide à la formation en matière d'enquêtes criminelles (ICITAP) sous les auspices du United States Department of Justice, Dominique.

27 novembre-
8 décembre 1989 Certificat d'instruction au second séminaire régional sur les mesures efficaces contre les infractions liées à la drogue et la coopération internationale dans l'administration de la justice pénale, sous les auspices de l'Institut latino-américain pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (ILANUD), San José, Costa Rica.

Avril 1990 Attestation d'instruction au Séminaire juridique organisé par le Department of Justice Drug Enforcement Administration (D.E.A) des Etats-Unis, Port of Spain, Trinité.

16-27 juillet 1990 Certificat d'instruction au troisième séminaire régional sur les mesures efficaces contre les infractions liées à la drogue et la coopération internationale dans l'administration de la justice pénale, sous les auspices de l'Institut latino-américain pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (ILANUD), San José, Costa Rica.

- 2-4 mars 1993 Attestation de participation au Symposium sur le Blanchiment d'argent, sous les auspices du ministère de la Sécurité nationale et l'ambassade de la France (S.C.T.I.P), Port of Spain, Trinité.
- 18-21 mai 1993 Attestation de participation au séminaire multinational de formation sur la lutte contre le détournement des précurseurs et des produits chimiques, sous les auspices du CICAD, du DEA, du PNUCID, de la GRC et du gouvernement de Trinité-et-Tobago, Port of Spain, Trinité.
- 22-26 novembre 1993 Certificat d'instruction au séminaire régional de formation sur; entre autres, la confiscation des recettes du trafic des drogues, l'application pratique des législations anglaise et canadiennes en matière de drogue et de blanchiment d'argent et son applicabilité en caraïbes ; la localisation et la confiscation des narcodollars produits du trafic illicite de drogues, doublés d'une étude de cas à jour, sous les auspices de la Faculté de droit du University of West Indies, de la Barbade et du Programme des Nations unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID), Kingston, Jamaïque.
- 25 avril-6 mai 1994 Certificat d'instruction au programme de formation sur l'application de la loi relative au trafic de la drogue organisé par le Drug Enforcement Administration (D.E.A), Miami Field Division, en collaboration avec le United States Department of Justice, sur les stupéfiants internationaux, notamment, les tendances du trafic des stupéfiants, les questions juridiques en matière de surveillance, les Interviews et interrogatoires, la préparation des cas, l'identification et la pharmacologie des drogues, Port of Spain, Trinité.
- 21 -25 novembre 1994 Certificat d'instruction à l'atelier régional de formation "de suivi" sur la Confiscation des biens, à l'attention des procureurs et des enquêteurs, sous les auspices de la Faculté de droit du University of the West Indies, la Barbade et le Programme des Nations unies pour la formation juridique sur le contrôle international des drogues, Port of Spain, Trinité.
- 1993-1994 Programme d'études en espagnol au *Andres Bello's Institute*, Ambassade du Venezuela, Port of Spain, Trinité
- 31 oct.-3 novembre 1995 Certificat d'instruction au séminaire multinational de formation sur les infractions en matière de blanchiment d'argent relatives au trafic illicite de drogues et les infractions connexes, les enquêtes y relatives et la préparation des cas, sous les auspices du gouvernement français, l'Organisation des Etats américains et l'U.N.C.P, Fort-de-France, Martinique.

Expérience professionnelle

- 2004-ce jour Juge à la haute Cour et à la Cour suprême de Trinité-et-Tobago.
- 2001-2004 Substitut du Procureur en appel, (Bureau du Procureur du tribunal) au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, Den Haag, Pays-Bas et au Tribunal pénal international pour le Rwanda, Arusha, Tanzanie.

2002	Promu au rang d'Avocat-conseil principal – (Conseiller de la Reine).
Août-septembre 1999	Directeur par intérim des poursuites publiques
1995 -1999	Directeur-adjoint des poursuites publiques.
1994 - 1995	Sous-directeur des poursuites publiques.
1989-1994	Procureur de la République principal.
1983-1989	Procureur de la République I, Procureur de la République II, Procureur de la République III.
1983-1985	Enseignant au San Fernando Technical Institute in Business Law – Trinité, Examineur national en droit des affaires, Trinité-et-Tobago.
1981-1985	Enseignant au Département de Langue et de Linguistique et Enseignant-tuteur principal au Department of Government, University of the West Indies, St. Augustine, Trinité.
1977-1978	Professeur de niveau II, Palo Seco Government Secondary School, Trinité.
1974-1975	Enseignant au St. Hughs High School et au Merle Grove High School, Kingston, Jamaïque.
1972-1973	Enseignant au Fyzabad Anglican Secondary School, Trinité.

Activités en qualité de professionnel

3 janvier 2001-2004	En qualité de Substitut du Procureur en appel (Bureau du procureur) au TPIY et au TPIR, a, avec succès, et au nom du Bureau du Procureur, intenté des poursuites contre les criminels de guerre dont les généraux, les commandants de camp, les soldats et les hommes politiques déclarés coupables de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de crimes de génocide, préparé leurs appels. Produit de nouveaux moyens de preuve en appel obtenus auprès de divers témoins internationaux.
1983-2001	En qualité de Procureur de la République et de Directeur-adjoint des poursuites publiques, a joué le rôle de ministre de la Justice à toutes les étapes de l'opération de poursuite; intenté des poursuites dans le cadre d'importantes et complexes affaires auprès des cours de magistrat et de la Cour suprême ; intenté des poursuites contre les agents de police et les agents publics le cas échéant ; et assuré la défense des policiers et des agents publics contre les écritures internes dans l'exercice de leur fonction. Intenté des poursuites auprès des cours de magistrat, de la Cour suprême et de la Cour d'appel de Trinité-et-Tobago, dès le lancement de la

pratique. Mais a pendant 12 années, plaidé presque exclusivement devant la Cour d'appel (Division pénale)

A, en cas de nécessité, plaidé devant la haute Cour et la Cour d'appel dans le cadre des appels en matière civile.

Porté assistance au Conseil privé dans le cadre des appels en matière criminelle à Londres, en Angleterre, en travaillant en collaboration avec les Procureurs de la République et en les conseillant.

Aidé à l'administration et la gestion du Bureau du Directeur des poursuites publiques et à la supervision des procédures en matière criminelle.

Assuré la supervision des personnels professionnels subalternes, en les conseillant et en assurant leur formation. Assuré l'encadrement d'environ 30 Procureurs de la République du Bureau du DPP, notamment, les Sous-directeurs des Poursuites publiques, les Procureurs de la République principaux et les procureurs de la République.

Préparé, rédigé et approuvé les actes d'accusation.

Préparé le code de déontologie en matière de poursuites publiques sous forme de Directives en matière de poursuites.

Prodigué des conseils au Directeur des poursuites publiques au sujet des toutes les préoccupations, questions et affaires juridiques complexes.

Prodigué des conseils au sujet de la relaxe, du désistement en matière pénale et la production générale des moyens de preuve pour la poursuite.

Plaidé au nom de l'Etat en matière d'extradition et d'exécution des mises en liberté provisoire controversées devant la Cour d'appel. Recommandé la révision et les amendements des lois existantes.

Facilité la demande et l'assistance de et en faveur des agences et organisations régionales et internationales. Fourni des réponses aux arguments de droit énoncés auprès du Comité de défense des droits de l'homme dans le cadre du Protocole facultatif se rapportant au pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Prodigué des conseils à l'Office for Strategic Services (OSS), organisé la Cellule de lutte contre le trafic de drogue et le crime organisé (OCNU), les départements du ministère de la Sécurité nationale avant l'interdiction des activités relatives au trafic de drogue et au blanchiment d'argent.

Représentant du ministère de la Justice à la Commission technique consultative mise en place par ce département sur l'abus de l'alcool et des drogues (TACADA) et Président de la Sous-commission juridique de 1988 à 1999. Cette Commission a pour mandat de mettre en application

le Plan directeur de la stratégie nationale antidrogue 1995-1999 et au-delà.

Formé les avocats du gouvernement pendant les sessions de formation interne.

Formé les agents de police, les fonctionnaires des douanes et les agents publics, tout grade confondu, lors du séminaire de formation sur le droit pénal, les méthodes d'enquête, les responsabilités juridiques et les pièges correspondants et sur la mise en œuvre effective des anciennes et nouvelles lois.

Prodigué des conseils judiciaires au service de police à sa demande, sur le processus des enquêtes criminelles et l'inculpation. Passé en revue les casiers judiciaires en vue de s'assurer de l'existence de suffisamment de preuves et prévenir tout abus de processus.

Aidé autant que nécessaire en tant que représentant de la partie civile dans les activités de procédure et les motions constitutionnelles. Prodigué des conseils judiciaires à d'autres Départements ministériels, notamment, le ministère des Travaux et des Transports, le ministère du Travail, le ministère de la Santé, le ministère de l'Agriculture, y compris la Division des forêts, le Département des douanes et de l'accise, en plaidant souvent en leur nom.

Membre de l'équipe gouvernementale interministérielle chargée de passer en revue/formuler la législation aux fins de diligenter le système de justice pénale depuis 1992, et dont le mandat consistait, entre autres, à prendre les mesures législatives et administratives ayant abouti à la ratification par Trinité-et-Tobago de la Convention des Nations unies concernant le trafic illicite de drogues et des substances psychotropes adoptée à Vienne en 1988.

Membre de la Commission mixte Trinité-et-Tobago/Venezuela sur la Prévention, la lutte et la suppression du trafic de drogues et des substances psychotropes – 1990-1999.

Membre du groupe de travail de Trinité-et-Tobago sur le Programme de protection de la justice régionale de 1996 à nos jours.

Représenté le Bureau du Directeur des poursuites publiques au sein de la Commission de révision de la législation (nommée par le ministère) formulant et approuvant des législations multidisciplinaires, à l'exemple de la loi sur la procédure pénale (Procédure pénale (transactions en matière pénale), la loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels, la procédure criminelle (amendement), la loi sur l'ADN, la loi sur les actes criminels (Enquêtes préliminaires), la loi sur les drogues dangereuses, la loi sur les produits de la criminalité, la loi régissant le Groupe de travail sur l'Autorité centrale et les mesures de lutte contre le trafic de drogues et le blanchiment d'argent, la loi sur la mise en liberté

sous caution, la loi sur l'assistance mutuelle en matière criminelle et toute la législation criminelle connexe.

Prodigé des conseils au Bureau du Procureur général et au ministère des Affaires étrangères au sujet des Conventions et Traités internationaux/régionaux.

Participation en matière criminelle mentionnée dans le West Indian Law Reports

Ashby (Glen) c. Etat - 45 West Indian Law Reports (WIR) 360

Wanzar (Michael) c. Etat - 46 WIR 439

Gonzales (Franklyn) c. Etat - 47 WIR 355

Harrynarine Maharaj c. Etat - 47 WIR 416

Raffick Sahadath c. Etat - 47 WIR 399

Hollis Ramnath c. Etat - 47 WIR 419

Teesdale (Kenneth) c. Etat - 47 WIR 409

Williams (Hubert) c. Etat - 48 WIR 32

Bhola Nandlal v The State - 49 WIR 412

Lester (Kurt) v c. Etat - 50 WIR 452

Murphy (James) c. Etat - 50 WIR 457

Phillip Chototal et autres c. Etat - 52 WIR

Cas remarquables

- (a) Première opération de poursuite réussie dans l'histoire du Commonwealth britannique du magistrat principal Patrick Jagessar pour corruption: condamné à la peine maximale de deux (2) ans de travaux forcés confirmé par la Cour d'appel et le Conseil privé.
- (b) Première opération de poursuite réussie devant la Cour d'appel de West Indies d'un Juge de paix pour corruption, à savoir, Farouk Ali : condamné à une peine maximale de 10 ans de travaux forcés.
- (c) *Felicia Constantine et Corporal Ronto Williams c. Etat*, Appel en matière criminelle Nos. 88 et 86 de 1997 (Trinité-et-Tobago (non signalé dans le West Indian Law Reports). Appel plaidé avec succès: déclaré coupable de conspiration en vue d'assassiner un témoin de

l'Etat après une tentative d'empoisonnement manquée pendant la détention protégée. Chacun des complices a écopé d'une peine maximale de 10 ans de travaux forcés.

A ce moment, à Trinité-et-Tobago, l'Etat avait eu gain de cause dans deux cas d'appel uniquement, dans le cadre de l'administration de la justice (Miscellaneous Provisions Act) 1996 qui accordait le droit d'interjeter appel en matière criminelle. Représentant de l'Etat dans les deux cas. Il s'agit des affaires:

- (d) *Etat c. Garfield Timothy Joseph*, Cr. App 124 de 1997 (non signalé): placé sous caution non privative de liberté après avoir plaidé coupable de meurtre d'une fille adoptive; condamné en appel à trois ans de travaux forcés.
- (e) *Etat c. Anthony Amoroso Centeno*, Cr. Appeal No. 198 de 1997. Placé sous caution non privative de liberté après avoir été déclaré coupable d'homicide involontaire; condamné en appel à trois ans de travaux forcés.

Participation aux conférences/séminaires en qualité de professionnel

Représentant de Trinité-et-Tobago à la réunion internationale d'experts des projets en matière d'évolution de la procédure animée par le CICAD dans le cadre de l'Organisation des Etats américains, San José, Costa Rica, 6 mai 1989.

Délégué de Trinité-et-Tobago à la Conférence régionale sur la Convention internationale de lutte contre la drogue et l'abus des drogues, Port of Spain, Trinité, 3 - 16 avril 1989.

Représentant de Trinité-et-Tobago au séminaire régional sur les mesures efficaces contre les infractions liées à la drogue et la coopération internationale dans l'administration de la justice pénale, sous les auspices de l'Institut latino-américain pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (ILANUD), San José, Costa Rica, 27 novembre – 8 décembre 1989.

Exposé présenté: "Counter Measures (Present and Future) in Trinidad and Tobago – the role of law enforcement and demand reduction programme".

Intervenant à la téléconférence nationale et internationale de consultation sur la collaboration des médias publics/privés dans la prévention de l'abus des drogues, Eric Williams Medical Sciences Complex, 22 mai 1990.

Représentant de Trinité-et-Tobago au séminaire régional sur les mesures efficaces contre les infractions liées à la drogue et la coopération internationale dans l'administration de la justice pénale, sous les auspices

de l'Institut latino-américain pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (ILANUD), 16 – 27 juillet 1990.

Exposé présenté: "Regional and International Co-operation – the effective tools Against Drug Offences; The Advancement of the Criminal Justice Administration".

Délégué et représentant du gouvernement de la République de Trinité-et-Tobago au huitième Congrès des Nations unies sur la prévention du crime et le traitement des délinquants, La Havane, Cuba, 27 août – 7 septembre 1990.

Délégué au séminaire juridique international organisé par le United States Department of Justice Drug Enforcement Administration, Port of Spain, Trinité, avril 1990.

Délégué et représentant du gouvernement de la République de Trinité-et-Tobago au sein du Groupe de travail intergouvernemental sur la prévention du crime et le système de justice pénale, Vienna International Centre, Vienne, Autriche, 5 – 9 août 1991.

Délégué et représentant du gouvernement de la République de Trinité-et-Tobago à la Conférence intergouvernementale des Nations unies sur la prévention du crime et le système de justice pénale, Paris, France, 1992.

Représentant du gouvernement de la République de Trinité-et-Tobago à l'atelier des Caraïbes sur le blanchiment d'argent, Kingston, Jamaïque, 26 - 28 mai 1992.

Délégué au séminaire régional sur la formation et la collaboration judiciaire dans la lutte contre la drogue à l'intention des fonctionnaires de la justice francophones et anglophones des Caraïbes, sous les auspices du Programme des Nations unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID), Fort-de-France, Martinique, 15 - 17 décembre 1992.

Délégué au Symposium sur le blanchiment d'argent sous les auspices du ministère de la Sécurité nationale de Trinité-et-Tobago et l'ambassade de France, Port of Spain, Trinité, 2 - 4 mars 1983.

Enseignant au Programme des droits de l'homme conçu à l'intention des responsables publics de Trinité-et-Tobago, sous les auspices du Bureau du Procureur général et du ministère de la Justice, Port of Spain, Trinité, 19 - 20 avril 1993.

Orateur/Facilitateur au séminaire international de formation sur la lutte contre le détournement des précurseurs et des produits chimiques, sous les auspices de la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues (CICAD), Port of Spain, Trinité, 18 - 21 mai 1993.

Exposé présenté: "Legislation and Legal/Administrative Procedures for the control of precursors and essential chemicals."

Délégué à l'atelier sur le blanchiment d'argent qui a débattu entre autres, des sujets suivants: le programme de justice pénale, la loi régissant la confiscation des produits de la drogue, l'assistance mutuelle ; Port of Spain, Trinité, 3 - 5 mai 1994.

Délégué/Représentant du gouvernement de la République de Trinité-et-Tobago à la réunion ministérielle du Groupe d'action financière des Caraïbes (GAFIC), Port of Spain, Trinité, 24 - 25 mai 1995.

Représentant/Délégué du gouvernement de la République de Trinité-et-Tobago aux Assemblées des Nations unies:

Comité préparatoire pour la création d'une Cour pénale internationale (Seconde session) Nations unies, New York, 12-30 août 1996.

Représentant/Délégué du gouvernement de la République de Trinité-et-Tobago aux réunions du Comité préparatoire des Nations unies pour la création d'une Cour pénale internationale (Sessions), Nations unies, New York, 11-21 février 1997.

Délégué/Représentant du gouvernement de la République de Trinité-et-Tobago à l'atelier régional sur les mécanismes de fonctionnement d'une Cour pénale internationale co-organisé par le gouvernement de la République de Trinité-et-Tobago et les Parliamentarians for Global Actions (PGA), Port of Spain, Trinité, 14 -15 mai 1998.

Délégué/Représentant du gouvernement de la République de Trinité-et-Tobago à la troisième réunion du Groupe de travail sur le Programme de protection de la justice régionale, Port of Spain, Trinité, 26 - 27 janvier 1999.

Observateur au nom gouvernement de la République de Trinité-et-Tobago à la Conférence régionale de magistrats, sous les auspices du University of the West Indies et le PNUCID, Port of Spain, Trinité, 24-29 janvier, 1999.

Délégué/Représentant du gouvernement de la République de Trinité-et-Tobago à la Conférence intergouvernementale des Caraïbes pour la Signature et la Ratification du statut de la Cour pénale internationale sous les auspices de No Peace Without Justice (NPWJ) et du ministère du Procureur général, Port of Spain, Trinité-et-Tobago, 15-17 mars 1999.

Représentant/Porte-parole de Trinité-et-Tobago à la Conférence/Réunion des ministres de la Justice du Commonwealth sur la Cour pénale internationale, Port of Spain, Trinité, 3-7 mai 1999.

Autres contacts professionnels

2 -6 février 2011

Intervenant/Enseignant sur le thème "Création et consolidation des tribunaux de traitement de la toxicomanie dans les Caraïbes: un effort d'équipe", Montego Bay, Jamaïque.

1983-1999

Conférencier invité à la réunion mensuelle du South Medical Association of doctors. Exposé présenté: "The Legal Responsibilities of a Medical Practitioner".

Conférencier invité au St. Dominic's Children's Home, Belmont: "Sur le crime, l'enfant et la société", Port of Spain, Trinité.

Présentateur du programme des cérémonies de remise de diplômes des établissements scolaires suivants: Fyzabad Anglican Secondary School, Palo Seco Secondary School, Princess Town Senior Comprehensive School, Antsey Memorial Girls Primary School, San Fernando, Palo Seco Government School, Fyzabad Presbyterian School, Woodland Hindu School, Rousillac Hindu Primary School, Erin Government Primary School.

Conférencier lors des cours de formation des pairs-conseillers offerts par l'Institut national de l'enseignement supérieur, la Recherche, la Science et la Technologie (NIHERST) sur, entre autres, la législation sur le trafic des drogues, la demande/la réduction et l'application de la loi, Eric Williams Medical Complex, Trinité.

Conférencier au séminaire de formation des Directeurs des établissements d'enseignement secondaire du Sud de Trinité, Couva, Trinité.

Conseiller juridique et ancien membre du Mental Retardation Board de Trinité-et-Tobago, Trinité.

Membre du conseil d'administration du St. Patrick's Anglican School, Trinité, West Indies.

Conférencier au séminaire de formation des infirmiers de chevet du San Fernando General Hospital et du San Fernando Technical Institute, Trinité. Exposé présenté: "Tortious/Criminal Liability – The Nurse at the Hospital".

17 -19 juin 2004

Délégué au séminaire sur la lutte contre le blanchiment d'argent organisé par le Programme des Caraïbes sur la lutte contre le blanchiment d'argent à l'intention des juges, St. Lucia.
